

● Les gouvernements francophone et bruxellois comptent des ministres et secrétaires d'Etat aux compétences réduites.

● Cinq mois après leur nomination, "La Libre" dresse un état des lieux. Isabelle Simonis, Rachid Madrane, Bianca

Debaets et Cécile Jodogne disposent de budgets légers, alors que d'autres ministres accumulent les compétences.

Ces ministres qui ne seront jamais débordés

Des portefeuilles ministériels qui ressemblent à des porte-monnaie

Lors de la mise sur pied en juillet dernier des gouvernements wallons, bruxellois et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, un certain déséquilibre était déjà pointé du doigt par les médias en matière de répartition des compétences. Alors que certains ministres comme Maxime Prévot (CDH), Joëlle Milquet (CDH), Jean-Claude Marcourt (PS) ou encore Paul Furlan (PS) pour ne citer qu'eux étaient garnis de très (trop ?) nombreuses compétences, d'autres, essentiellement en Fédération Wallonie-Bruxelles et à Bruxelles, étaient par contre montés dans un exécutif avec des compétences parfois moins importantes que certains échevinats des grandes villes.

Une armée mexicaine à la Fédération Wallonie-Bruxelles

Un peu moins de cinq mois après leur entrée en fonction, nous avons voulu analyser (*voir ci-contre*) les premiers bilans de ces ministres ou secrétaires d'Etat (bruxellois) qui ont hérité de ces compétences nécessaires, certes, mais qui auraient pu très bien se retrouver dans l'escarcelle d'autres ministres. Si la majorité précédente (PS/CDH/Ecolo) avait œuvré dans le sens inverse, en multipliant, par exemple, les doubles casquettes ministérielles (Nollet, Antoine, Demotte et Marcourt se retrouvant dans deux exécutifs), c'est plutôt la marche arrière qui a été enclenchée en ce début de législature.

Si nombre de justifications ont été entendues pour défendre ces choix, aucune n'a véritablement convaincu. Le sentiment de nominations, à tout prix, pour certains joyeux serviteurs de la cause fait penser à une armée mexicaine. Une métaphore péjorative à dessein qui, au vu des actions concrètes réalisées ces derniers mois par ces ministres "pièces rapportées", semble se confirmer.

S.Ta.

Épingle

Deux millions pour Madrane

Ecolo lève le lièvre. La Fédération Wallonie-Bruxelles vient de faire un cadeau de deux millions d'euros à Rachid Madrane aux dépens de la Commission communautaire française (Cocof). Histoire de donner un budget à sa très artificielle compétence "bruxelloise" (lire ci-contre). Pour le député vert Alain Maron, ce transfert se fera au détriment des politiques sociales de la Cocof alors que d'autres niveaux de pouvoir disposent déjà de compétences liées à la promotion de Bruxelles. Pas pour le cabinet de Fadila Laanan (PS), la ministre qui a fait passer cette décision, qui assure qu'il s'agit de deux millions pris sur le budget "tourisme" transféré à la Région bruxelloise et que dans les faits, cela ne changera pas grand-chose. M. Co.

2,44 % du budget de la Fédération

Des compétences croupions. On peut facilement imaginer qu'Isabelle Simonis n'a pas hésité avant d'accepter un rôle ministériel au sein du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Quel homme ou femme politique renoncerait à un maroquin quel qu'il soit ? Pourtant les compétences qui lui ont été octroyées, si elles revêtent une certaine importance, ne représentent pas grand-chose en termes budgétaires. *"La part de ses compétences dans le budget représente 2,44 %. Et si elle gère la promotion sociale où il y a beaucoup de choses à faire, cette compétence a toujours été le parent pauvre de la Fédération"* explique Françoise Bertieaux, cheffe du groupe MR au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. *"Je n'ai pas de signes qui disent qu'elle va prendre la mesure politique de cette matière"*. Et sur sa compétence en matière d'égalité des chances, Françoise Bertieaux est tout aussi sévère : *"Lorsque je lui ai posé une question dans ce domaine, je n'ai pas eu le sentiment qu'elle s'était déjà plongée dans la matière. Mais ça peut venir..."*. Au-delà des cas de ces ministres avec peu de compétence, notre interlocutrice ne comprend pas les disparités entre les uns et les autres : *"On voit Milquet qui gère tellement de compétences qu'elle ne peut que les survoler"*. A titre informatif, si la part des compétences d'Isabelle Simonis dans le budget de la Fédération représente 2,44 %, au MR, on nous précise que Rudy Demotte (PS, qui gère les relations internationales et la présidence du gouvernement) représente 1 % du budget, René Collin (CDH, qui est aussi ministre wallon) 0,65 %, André Flahaut (PS) 11,47 %, Jean-Claude Marcourt (PS) 17,87 % et Joëlle Milquet 63,62 %. **S.Ta.**

Cette amusante promotion de Bruxelles

Faible. S'il a, certes, hérité d'une compétence venant du fédéral dans le cadre de la sixième réforme de l'Etat, à savoir les maisons de justice, il n'empêche que les compétences gérées actuellement par le ministre socialiste Rachid Madrane peuvent parfois prêter à sourire. La promotion de Bruxelles restant sans doute la plus amusante du catalogue. Rappelons quand même qu'à Bruxelles, d'autres exécutifs (régional et communal) ne sont pas dépourvus de compétences en la matière. Pour se rendre compte concrètement du travail déjà effectué par Monsieur Madrane, il suffit de se rendre sur le site Internet du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de cliquer sur l'onglet actualité et presse. Pas question de viser l'homme, ici, il fait ce qu'il peut avec ce qu'on lui a octroyé comme matières à gérer, mais le bilan est édifiant. On apprend que Rachid Madrane a depuis sa prise de fonction annoncé la création de 40 nouveaux emplois pour les maisons de justice, qu'il considère que la N-VA, en s'opposant au musée d'art moderne de Bruxelles, démontre ainsi son désamour de la capitale, qu'il a rencontré le secteur de l'aide à la jeunesse et des maisons de justice et qu'il a livré à un quotidien une interview de rentrée. Si pour l'heure, on ne connaît pas encore les moyens financiers qui lui seront octroyés pour la gestion des maisons de justice, on peut estimer la part de ses compétences au niveau budgétaire. *"On avoisine les 3 % du budget"* explique Françoise Bertieaux, cheffe du groupe MR au Parlement francophone. *"La responsabilité politique en matière de délinquance et de mineurs est importante, il restera à voir comment il l'utilisera"*, conclut la libérale. **S.Ta.**

Affaibli, le CD&V est petitement servi

C'est sans conteste la moins bien lotie du gouvernement bruxellois. La secrétaire d'Etat CD&V Bianca Debaets est *"chargée de la Coopération au Développement, de la Sécurité routière, de l'Informatique régionale et communale et de la Transition numérique, de l'Egalité des Chances et du Bien-Etre animal"*, indique le site officiel du gouvernement de Bruxelles-Capitale. Des compétences déléguées par d'autres ministres néerlandophones, en vertu du statut de secrétaire d'Etat. Par ailleurs, Bianca Debaets est compétente pour l'égalité des chances, le bien-être, la santé et la famille pour la VGC (l'organe communautaire flamand à Bruxelles). On le lit, ces missions ne pèsent pas bien lourd à côté de compétences comme la Mobilité ou l'Emploi. Deux éléments d'explication. D'une part le nombre de portefeuilles ministériels à Bruxelles est fixé par la règle de la parité linguistique. Et en général, les compétences sont réparties entre un grand nombre de partis politiques, PS, FDF, CDH, Open VLD, SP, A et CD&V en l'occurrence. Deuxièmement, il faut bien préciser que le CD&V est ressorti passablement affaibli des élections régionales du 25 mai. Ce qui explique avant tout l'allègement important des compétences de son unique secrétaire d'Etat. Pour rappel, Brigitte Grouwels, son prédécesseur CD&V, jouissait de la tutelle sur la Stib et gérait les Travaux publics dans le gouvernement régional précédent. *"Ce paquet de compétences est le fruit d'une négociation classique basée sur les résultats électoraux"*, glisse une source gouvernementale. Reste que dans les faits, le portefeuille justifie à peine un poste dont le budget ne pèse que 40 millions d'euros. Le plus petit du gouvernement. **M.Co.**

Le FDF mise surtout sur Gosuin

Avec un budget total d'une centaine de millions d'euros, Cécile Jodogne n'est pas le membre le plus chargé de compétences du gouvernement bruxellois. Au terme des tractations qui ont donné lieu au partage des matières entre les partis de la majorité (PS, FDF, CDH, Open VLD, SP.A, CD&V), la secrétaire d'Etat a hérité du Commerce extérieur et de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente. En résumé, le commerce extérieur et la tutelle sur les pompiers de Bruxelles. Ce n'est pas bien gras surtout quand on compare ce paquet aux missions confiées à l'autre personnalité FDF du gouvernement, Didier Gosuin. Celui-ci gère un énorme portefeuille (dont le budget atteint 700 millions d'euros) axé sur l'Emploi et l'Economie.

Cette dernière compétence était d'ailleurs traditionnellement couplée au Commerce extérieur, ce qui confirme que cette répartition est surtout le fruit d'un arbitrage qui s'est déroulé à l'intérieur du FDF. Celui-ci, en tant que deuxième parti de la majorité a en effet bénéficié de deux postes dans l'exécutif régional bruxellois qui, quelle que soit sa taille, se doit de respecter une stricte parité linguistique. Cécile Jodogne concentrera son action sur l'organisation de missions économiques régionales à l'étranger afin de trouver des débouchés pour les entreprises bruxelloises. Sa tâche sera d'autant plus allégée que les missions économiques menées par la princesse Astrid, et auxquelles les Régions sont associées, sont passées de quatre à deux par an dans l'accord du gouvernement "suédois". **M. Co.**